

JEAN-CLAUDE TRICHET

Ancien président, BCE

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

J'ai entendu M. Monti dire dans la discussion précédente que nous manquons de dirigeants ici et aux Etats-Unis, et que les banques centrales ont un rôle bien plus important que ce qu'elles devraient avoir en réalité. Partagez-vous ce point de vue, M. Trichet?

Jean-Claude TRICHET, ancien président, BCE

Je ne partage pas entièrement l'opinion que le leadership est particulièrement pauvre en ce moment, et je partage la réaction aux événements présents qui ont été mentionnés il y a un instant. Nous verrons ; ce que nous devons voir, c'est la résolution des autorités et des peuples, et j'espère que cette résolution sera absolument évidente. Cependant, pour répondre à votre question, les banquiers centraux ont dû gérer, comme je l'ai dit, la crise probablement la plus grave depuis la Première Guerre mondiale, et si nous n'avions pas vu une réaction rapide et extrêmement audacieuse, d'abord au niveau des banques centrales et ensuite au niveau des gouvernements, selon ma compréhension, nous aurions eu une grande dépression qui aurait pu être bien pire que la grande récession que nous avons malheureusement dû gérer. Je parle en particulier, bien sûr, des économies avancées.

Par conséquent, dans ces circonstances il n'est pas surprenant que les acteurs en première ligne aient été les banquiers centraux, qui ont dû faire face à des circonstances absolument exceptionnelles, et très heureusement ils ont été à la hauteur de leurs responsabilités et ont pris ces courageuses décisions dès le mois d'août 2007, par exemple, quand nous avons décidé de fournir des liquidités de façon illimitée à toutes les banques commerciales. On nous a demandé 95 milliards d'euros, et nous avons donné 95 milliards d'euros ; ces décisions ont été prises en deux heures tremblées par le comité directeur de la BCE, parce que nous étions en présence de quelque chose de complètement inattendu.

La banque centrale américaine a pris des mesures extraordinairement audacieuses, si audacieuses qu'elles ont été très critiquées, mais je crois qu'ils avaient absolument raison de prendre ces décisions audacieuses. Quand on doit réagir à des circonstances si dramatiques, on devient très visible et cela crée le sentiment que vous êtes le seul acteur, comme l'a dit Jacob, mais bien sûr ce n'est pas vrai du tout. Nous avons réagi courageusement sur le front des liquidités, et nous avons tous demandé aux gouvernements de rassurer les participants du marché, les investisseurs et les épargnants des économies avancées et du monde entier, leur dire qu'ils étaient également de leur côté. Enfin, tous les dirigeants d'Etats et de gouvernements ont dit sous diverses formes qu'il n'y aurait pas de nouveau Lehman Brothers dans leur pays, et cela a été dit aux Etats-Unis, en Europe et dans la zone euro. Ce qui a donné l'impression que nous – les banques centrales – étions sur le devant de la scène au départ, c'était que nous étions les premiers au front, et nous avons dû réagir très rapidement.

Suite à Lehman Brothers, quand certaines branches exécutives étaient encore à dire qu'il était normal d'avoir des banqueroutes dans une économie de marché et tentaient de diminuer l'importance de la banqueroute de Lehman Brothers, toutes les banques centrales concernées étaient en contact pour travailler sur la réponse mondiale et en deux jours, ont réussi à préparer tous les processus de prise de décision pour s'accorder sur le même texte, le même communiqué et la même réponse à un niveau mondial, avec publication le jeudi matin après le lundi du drame. Mais nous ne sommes pas le seul acteur. Jacob, qui est non seulement Président des Curateurs du G30 mais aussi le directeur du travail sur les fondamentaux du système bancaire central, a dit que l'un des messages principaux était que les autres partenaires, c'est-à-dire les gouvernements, les branches exécutives, les parlements et aussi le secteur privé, doivent répondre à l'appel, doivent se mobiliser, car les banques centrales ne peuvent pas être seules responsables de la stabilité, de la croissance, de la création d'emploi et du reste. Nous devons avoir tous les autres



partenaires à bord pour de bonnes politiques, des réformes structurelles et tout ce qui est nécessaire pour élever le potentiel de croissance de nos économies.